

**COMMANDEMENT DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL
DE LA GENDARMERIE NATIONALE**
CENTRE ADMINISTRATIF FINANCIER NATIONAL
BUREAU DÉPENSES MILITAIRES
SECTION MARCHÉS CONVENTIONS
54 rue de la Guignière – BP 201
36300 LE BLANC
Tél : 02 45 72 80 82 / 80 86

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Établi en application du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique)

APPEL D'OFFRES OUVERT

Désignation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) au profit de la DGGN investie du suivi du pilotage de six contrats portant autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, avec location à option d'achat (LOA), pour les casernes concernées.

DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES

Lundi 23 juin 2025 à 12 heures 00

Le présent règlement de la consultation comporte 13 pages numérotées de 1 à 13
et 7 annexes

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
1.1 - Objet de la consultation.....	4
1.2 - Les intervenants.....	4
1.3 - Nomenclature.....	4
ARTICLE 2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 - Étendue de la consultation.....	4
2.2 - Organisme responsable de la consultation.....	5
2.3 - Adhésion aux conditions de l'administration.....	5
2.4 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires.....	5
2.5 - Clause d'insertion sociale.....	5
ARTICLE 3 - NATURE DE LA PRESTATION.....	5
3.1 - Allotissement.....	5
3.2 - Type de prestation.....	6
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTIONS.....	6
ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION.....	6
5.1 - Estimation du besoin.....	6
5.2 - Option et variante.....	6
ARTICLE 6 - MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX.....	6
6.1 - Unité monétaire.....	6
6.2 - Forme des prix.....	6
6.3 - Contenu des prix.....	7
ARTICLE 7 - LIEU DE LIVRAISON.....	7
ARTICLE 8 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	7
ARTICLE 9 - RETRAIT DU DOSSIER.....	7
9.1 - Retrait du dossier sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE).....	7
9.2 - Renseignements complémentaires relatifs à la consultation.....	7
9.3 - Relations entre l'administration et les candidats.....	8
ARTICLE 10 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE.....	8
10.1 - Documents constitutifs de la candidature.....	8
10.2 - Documents constitutifs de l'offre.....	9
10.3 - Sanctions pour fausses déclarations.....	9
ARTICLE 11 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ.....	9
11.1 - Modalités de financement.....	9
11.2 - Forme juridique du groupement.....	9
11.3 - Langue utilisée.....	9
11.4 - Visite du site.....	10
ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 13 - CONDITIONS DE REMISE DES DOSSIERS.....	10
13.1 - Remise des offres.....	10
13.2 - Date limite de réception des offres.....	10
13.3 - Copie de sauvegarde.....	11
ARTICLE 14 - OUVERTURE DES PLIS - JUGEMENT DES PROPOSITIONS.....	11
14.1 - Notion de dépendance financière.....	11
14.2 - Conditions de recevabilité des plis.....	11
14.3 - Critères de jugement.....	12
ARTICLE 15 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 16 - ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	13

ANNEXES

du règlement de consultation (RC)

- N° 1 : renseignements divers,**
- N° 2 : guide d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État (PLACE),**
- N° 3 : correspondants de la société,**
- N° 4 : attestation de visite,**
- N° 5 : cadre de réponse technique pour le critère 1 (valeur technique),**
- N° 6 : cadre de réponse RSE,**
- N° 7 : scénario de commandes (DQE) des prestations complémentaires.**

ANNEXES

de l'acte d'engagement

Les annexes suivantes seront obligatoirement jointes dans le dossier « CANDIDATURE + OFFRE » :

- N° 1 : Annexe financière forfaitaire**
- N° 2 : Annexe financière pour les prestations complémentaires (à BDC) y compris le scénario de commandes automatisé**
- N° 3 : Annexe relative à la clause sociale**

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la désignation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) au profit de la direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN) investie du suivi du pilotage de six contrats portant autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, avec location à option d'achat (LOA), pour les casernes concernées.

1.2 - Les intervenants

- Représentant du pouvoir adjudicateur :

Commandant du Soutien Opérationnel de la Gendarmerie Nationale
54, rue de la Guignière
BP 201
36300 LE BLANC

- Maître d'ouvrage :

Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN)
Direction des Soutiens et des Finances (DSF)
Sous-direction de l'immobilier et du logement (SDIL)
4, rue Claude Bernard
CS60003
92136 ISSY-LES-MOULINEAUX

- Casernes intéressées occupées par la Gendarmerie :

- Caserne Charlier – Châteauroux (36 - Indre)
- Caserne Louis Basile Terrier – Laval (53 - Mayenne)
- Caserne Le Flem – Caen (14 - Calvados)
- Caserne Lebrun – Sathonay-Camp (69 - Rhône)
- Caserne Barbanègre – Mulhouse (68 - Haut-Rhin)
- Caserne Duchatel – La Valette-du-Var (83 - Var)

1.3 - Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est :

- pour l'objet principal : 71000000-8 « Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection ».

ARTICLE 2 - ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

2.1 - Étendue de la consultation

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions du code de la commande publique. Elle fait l'objet d'une publication au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) et au journal officiel de l'union européenne (JOUE).

Le marché qui prendra la forme d'un accord-cadre (AC) mono-attributaire et s'exécutera à bons de commande pour la partie des prestations complémentaires, sera régi par les dispositions de l'article R2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique.

2.2 - Organisme responsable de la consultation

Le commandement du soutien opérationnel de la Gendarmerie nationale (COMSOPGN) – Centre administratif financier national (CAFN) – Bureau dépenses militaires (BDM) – **Section marchés conventions** (SMC) agit en qualité de Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) en particulier pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation,
- dépouillement des offres,
- notification des résultats,
- suivi des reconductions,
- suivi des révisions de prix,
- établissement des avenants,
- décompte des pénalités,
- résiliation du marché.

2.3 - Adhésion aux conditions de l'administration

La présente consultation est un élément contractuel revêtant un caractère immuable.

2.4 - Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires

« Certification achats responsables »

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE (responsabilité sociétale des entreprises) opérée par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engagera à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

2.5 - Clause d'insertion sociale

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion sociale.

Il est demandé à la société retenue, quelle qu'elle soit, d'effectuer, pour l'exécution du marché, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités du dispositif sont décrites à l'article 17 du CCAP.

ARTICLE 3 - NATURE DE LA PRESTATION

3.1 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

3.2 - Type de prestation

Le titulaire accompagnera et conseillera la DGGN dans le suivi du pilotage de six contrats portant autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, avec location à option d'achat (LOA), pour des casernes appelées à incorporer, à terme, le domaine public de l'État – Gendarmerie.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ - RECONDUCTIONS

Le marché prendra effet à compter du 15 septembre 2025 jusqu'au 31 décembre 2026. Par la suite, il sera reconduit par tacite reconduction pour les périodes suivantes :

- 1^{ère} reconduction : du 01/01/2027 au 31/12/2027 ;**
- 2^{ème} reconduction : du 01/01/2028 au 31/12/2028 ;**
- 3^{ème} reconduction : du 01/01/2029 au 14/09/2029.**

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique en vigueur, le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction. En cas de silence gardé par le RPA, le marché est donc automatiquement reconduit dans la limite du nombre de reconductions fixé ci-dessus.

Dans le cas où le RPA se réserve le droit de ne pas reconduire le marché, une décision expresse de non-reconduction est notifiée au titulaire au moins un (1) mois avant la date d'échéance du marché.

ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION

5.1 - Estimation du besoin

Le montant annuel du marché est évalué à 250 000 € hors taxes (HT) pour l'ensemble des prestations (« socles » forfaitaires et complémentaires).

Pour les prestations complémentaires, l'AC à bons de commande est conclu sans minimum et le montant annuel maximum est estimé à 40 000 € hors taxes (HT).

Ces estimations sont mentionnées à titre indicatif et ne peuvent en aucun cas engager l'administration.

5.2 - Option et variante

Les options et les variantes ne seront pas autorisées.

ARTICLE 6 - MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX

6.1 - Unité monétaire

L'euro sera la monnaie de compte du marché.

6.2 - Forme des prix

Les prix seront :

- forfaitaires et fermes la première année puis révisables annuellement pour le suivi du pilotage des six contrats d'AOT ;
- unitaires et fermes la première année puis révisables annuellement pour les prestations complémentaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises (taux de T.V.A. applicable en France indiqué à part) ;
- réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres (soit **juin 2025**) ;
- toutes charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation.

6.3 - Contenu des prix

Les prix comprendront :

- l'ensemble des frais afférents aux prestations détaillées au CCTP ;
- tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire, frais divers ;
- tous les frais éventuels inhérents à la prestation, droits de douane et procédure ;
- les frais de transports éventuels, frais et taxes diverses afférents aux prestations faisant l'objet de ce marché.

ARTICLE 7 - LIEU DE LIVRAISON

Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN)
Direction des soutiens et des finances (DSF)
Sous-direction de l'immobilier et du logement (SDIL)
4, rue Claude Bernard
CS 60003
92136 Issy-les-Moulineaux

ARTICLE 8 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt **(120) jours** à compter de la date limite de leur réception.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le RPA pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit au RPA, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai. Si aucune décision n'était notifiée aux soumissionnaires avant son expiration, ces derniers seraient déliés de leur engagement.

ARTICLE 9 - RETRAIT DU DOSSIER

9.1 - Retrait du dossier sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE)

Le retrait des dossiers se fera directement sur la PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

9.2 - Renseignements complémentaires relatifs à la consultation

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus par les candidats en adressant un courrier **exclusivement** électronique conformément aux dispositions de l'article 2.4 de l'annexe 2 du règlement de consultation.

Une réponse sera envoyée en retour exclusivement via la PLACE.

A ce titre, l'adresse courriel indiquée dans le formulaire relatif à l'opérateur économique remis par la PLACE, sera utilisée comme seule voie d'information des candidats notamment sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires survenant en cours de procédure. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement.

La responsabilité du Pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires des candidats sur la procédure seront envoyées au plus tard six (6) jours avant la date limite de dépôt des offres.

9.3 - Relations entre l'administration et les candidats

Pendant les phases de consultation et de passation du futur marché (**donc avant la notification au futur titulaire**), les candidats **auront pour seul interlocuteur** la section marchés conventions (SMC) du COMSOPGN pour toute question d'ordre administrative ou technique (cf article 9.2 supra pour la méthode à utiliser). Concernant les questions techniques, la SMC se charge de les relayer auprès du service prescripteur et de publier les réponses via la Place pour les porter à la connaissance de tous les candidats ayant retiré un dossier en ligne.

ARTICLE 10 - PRÉSENTATION DE L'OFFRE

10.1 - Documents constitutifs de la candidature

Le candidat devra produire les documents suivants :

1	les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager la société.
2	la lettre de candidature (imprimé DC 1) <u>dûment et intégralement</u> renseignée.
3	la déclaration du candidat (imprimé DC 2) dûment et intégralement <u>renseignée, datée</u> , ou tout autre document comportant les mêmes rubriques. Seront notamment indiqués : <ul style="list-style-type: none">- le chiffre d'affaires hors taxes global des trois (3) dernières années ;- une liste des marchés similaires exécutés par le candidat (en qualité de titulaire ou de sous- traitant) au cours des trois (3) dernières années stipulant leurs montants, leurs dates et leurs destinataires public ou privé ;- une liste des certifications qualité obtenues par le candidat.
4	la liste des sous-traitants éventuels (imprimé DC4, joint au présent dossier de consultation, ou tout autre document comportant les mêmes rubriques dûment et intégralement renseigné, daté et signé par une personne habilitée à engager la société).
5	en application des dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus.
6	les correspondants de la société (annexe 3 du RC).
7	l'attestation de visite obligatoire du site (annexe 4 du RC).

Si l'offre est présentée sous la forme d'un groupement, toutes les entreprises le composant devront présenter l'intégralité des documents demandés (à l'exception de la lettre de candidature – DC1 – qui est commune).

10.2 - Documents constitutifs de l'offre

Elle comprendra les documents et informations suivants :

1	l'acte d'engagement (avec ou sans signature) et <u>ses annexes obligatoires</u> fournies par l'administration.
2	un relevé d'identité bancaire (R.I.B.).
3	un mémoire technique à élaborer suivant les modalités du cadre de réponse technique (cf. annexe 5 du RC).
4	le cadre de réponse RSE environnemental (annexe 6 du RC).

Les candidats sont informés :

- que le terme « signature » pour l'acte d'engagement correspond autant à une signature physique qu'à une signature électronique sécurisée (une signature scannée n'ayant pas la valeur d'une signature électronique) ;
- **qu'en cas d'absence du mémoire technique constituant l'offre, celle-ci sera obligatoirement rejetée.**

10.3 - Sanctions pour fausses déclarations

Selon la réglementation en vigueur, un soumissionnaire pourra être exclu temporairement ou définitivement des marchés passés par le ministère en cas d'inexactitude des renseignements fournis.

ARTICLE 11 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

11.1 - Modalités de financement

Le mode de règlement choisi par l'administration sera le virement direct au compte ouvert au nom du titulaire dont les références figurent sur l'acte d'engagement.

11.2 - Forme juridique du groupement

Conformément aux dispositions des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique en vigueur, les soumissionnaires pourront présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire.

Les soumissionnaires ne pourront présenter plusieurs offres, en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

11.3 - Langue utilisée

Toutes les correspondances et documentations relatives au marché seront rédigées en français.

Les documents en langue étrangère ne seront pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en français conformément aux dispositions de l'article R. 2151-12 du code de la commande publique en vigueur.

11.4 - Visite du site

La visite de l'un des sites de casernes de gendarmerie, objet de l'appel d'offres, est **obligatoire**. Le site de référence choisi par le donneur d'ordres est la caserne « Louis Basile Terrier » de Laval sise au 61, allée des français libres, 53000 Laval, caserne considérée comme médiane et représentative de l'ensemble des six casernes. Les candidats s'assureront ainsi visuellement de la situation, de la teneur et de l'étendue des locaux pour lesquels les prestations doivent être exécutées et de leur capacité à remplir leurs obligations contractuelles, avant la remise de leur offre.

Afin de respecter l'égalité de traitement entre les candidats, tout renseignement d'ordre technique donné à l'un d'entre eux sera porté à la connaissance des autres. Les visites ne seront, en aucun cas, communes.

Les candidats prendront contact avec la DGGN / DSF / SDIL qui examinera, avec chacun d'eux, leur souhait de déplacement et en facilitera les modalités avec la hiérarchie de la caserne.

Les interlocuteurs de la SDIL sont :

Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN)

DSF / SDIL / BBR

4, rue Claude Bernard

92136-Issy-les-Moulineaux

Monsieur Vincent Bel, courriel : vincent.bel@gendarmerie.interieur.gouv.fr tél : 01 84 22 07 43 ;

Monsieur Jérôme Hubert, courriel : jerome.hubert@gendarmerie.interieur.gouv.fr tél : 01 84 22 07 44 ;

Secrétariat SDIL DGGN courriel : sdil.dsf.dggn@gendarmerie.interieur.gouv.fr tél : 01 84 22 07 05.

À l'issue de chaque visite, les candidats rempliront et signeront contradictoirement une attestation de visite, fournie par l'administration (annexe 4 du présent RC).

ARTICLE 12 - SOUS-TRAITANCE

Les entreprises soumissionnaires pourront recourir à la sous-traitance conformément aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique en vigueur.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, l'obligation de production des documents demandés s'étendra à l'entreprise sous-traitante. En conséquence, l'entreprise soumissionnaire devra produire tous les documents mentionnés à l'article 10.1 du présent règlement de la consultation pour chaque sous-traitant, ainsi qu'un formulaire DC 4 (ou DUME).

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE REMISE DES DOSSIERS

Les candidats prendront en charge tous les frais consécutifs au dépôt de leur offre.

13.1 - Remise des offres

Les offres doivent être exclusivement déposées par transmission électronique via la **PLACE**

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

pour la remise des plis (candidatures et offres), conformément aux articles R.2332-1 à R.2332-18 du code de la commande publique en vigueur. Dans tous les cas, les envois par courriel ne sont pas acceptés.

13.2 - Date limite de réception des offres

Les offres doivent parvenir avant le :

23 juin 2025 à 12 heures 00

13.3 - Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique en vigueur, lorsque le candidat dépose son offre via Place, il lui est *fortement recommandé* de transmettre une copie de sauvegarde soit par voie électronique à l'adresse : smc.bdm.cafn.le-blanc@gendarmerie.interieur.gouv.fr, soit sur support physique papier ou électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB,...), avec les indications suivantes :

<p>Nom de la société</p> <p>COMMANDEMENT DU SOUTIEN OPÉRATIONNEL DE LA GENDARMERIE NATIONALE</p> <p>CENTRE ADMINISTRATIF FINANCIER NATIONAL BUREAU DÉPENSES MILITAIRES SECTION MARCHÉS CONVENTIONS 54 rue de la Guignière – BP 201 36300 LE BLANC</p>
<p>A N'OUVRIR QUE PAR LA SECTION MARCHÉS CONVENTIONS</p>
<p>COPIE DE SAUVEGARDE</p> <p>Désignation d'une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) au profit de la DGGN investie du suivi du pilotage de six contrats portant autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, avec location à option d'achat (LOA), pour les casernes concernées.</p>

Cette copie de sauvegarde sera utilisée dans les cas suivants (arrêté du 22 mars 2019) :

- lorsque dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple : aléas de transmission) ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Les copies de sauvegarde **seront détruites** dans le cas où elles n'auront pas été utilisées.

La copie de sauvegarde devra être transmise dans les mêmes conditions de temps que l'offre (cf. paragraphe 13.2 supra).

ARTICLE 14 - OUVERTURE DES PLIS - JUGEMENT DES PROPOSITIONS

14.1 - Notion de dépendance financière

Les sociétés soumissionnaires devront présenter des garanties techniques et financières suffisantes.

A ce titre, la dépendance financière ne devra pas excéder 50 % du chiffre d'affaires global annuel.

14.2 - Conditions de recevabilité des plis

Les entreprises ou les personnes morales ou physiques se trouvant dans l'une des situations énumérées aux articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique en vigueur ne seront pas admises à soumissionner.

Conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique en vigueur, si certains des documents demandés, relatifs à la candidature (cf. article 10.1) sont absents ou incomplets, le R.P.A. pourra le cas échéant accorder un délai approprié et identique à tous les candidats concernés pour compléter leur dossier de candidature.

14.3 - Critères de jugement

Le R.P.A. éliminera les offres inappropriées à l'objet du marché ainsi que celles irrégulières ou inacceptables et choisira l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères pondérés et énoncés ci-après :

■ Critère 1 : Valeur technique 60 points (détails dans le cadre de réponse technique)

SC 1 - Compréhension du contexte, des enjeux et des facteurs clefs du succès	10 points
SC 2 - Qualité de l'équipe et des profils proposés et références des personnels sur des prestations similaires	20 points
SC 3 - Méthodologie proposée pour l'exécution des prestations	30 points

■ Critère 2 : Valeur prix 30 points

<p>Pour calculer les points de ce critère, le montant forfaitaire HT des prestations « socle » pour 4 années et le montant HT du scénario de commande des prestations « complémentaires » seront additionnés puis, la formule suivante sera utilisée :</p> <p><u>Montant HT de l'offre la plus basse</u> x 30 points Montant HT de l'offre notée</p>	30 points
---	-----------

■ Critère 3 : Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) 10 points

<p><u>VOLET ENVIRONNEMENTAL</u></p> <p>Le candidat renseignera le cadre de réponse RSE relatif aux mesures prises pour réduire l'impact de l'empreinte carbone des prestations sur l'environnement <u>dans le cadre des prestations du marché</u>.</p>	10 points
--	-----------

ARTICLE 15 - ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'attribution du marché au candidat retenu ne sera effective que sous réserve qu'il produise les certificats complémentaires mentionnés ci-dessous dans un délai inférieur ou égal à **dix jours**.

A défaut, le R.P.A. s'adressera au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.

Documents à produire afin de procéder à la notification
<p>Les entreprises pourront obtenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <u>une attestation de régularité fiscale</u> directement en ligne à partir de leur compte fiscal, pour les entreprises soumises à l'IS, ou auprès de leur service des impôts gestionnaire ; ✓ <u>une attestation sociale</u> auprès des services sociaux ou en ligne sur le site www.urssaf.fr

Le candidat aura toute latitude pour présenter ces documents au moment du dépôt de l'offre.

ARTICLE 16 - ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La participation au présent appel d'offres vaudra acceptation sans restriction du présent dossier de consultation.